

Print

L'UE approuve une opération militaire contre les réfugiés en Méditerranée

De [Johannes Stern](#)

Global Research, mai 25, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/lue-approuve-une-operation-militaire-contre-les-refugies-en-mediterranee/5451765>



L'Union européenne est en train de mettre en oeuvre ses plans d'intervention militaire en Méditerranée et en Afrique du Nord. La décision en a été prise par les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'UE lors d'une réunion à Bruxelles, lundi 18 mai.

Un communiqué de presse déclare: « Le Conseil a convenu aujourd'hui (18 mai) de mettre en place une opération militaire de l'UE – EUNAVFOR Med – afin de briser le modèle d'affaires des passeurs et des trafiquants de personnes en Méditerranée. Cette décision, qui est un élément de la réponse globale de l'UE au défi de la migration, permettra de commencer officiellement la planification opérationnelle de l'opération navale ».

La première phase de la mission, visant à découvrir les réseaux de passeurs et leurs itinéraires, commencera immédiatement. Elle sera suivie d'une deuxième et d'une troisième phase « qui travailleront à rechercher, saisir et interrompre les actifs des contrebandiers ».

Selon le communiqué, c'est l'amiral italien Enrico Credendino qui dirigera l'intervention. Rome sera le quartier général de l'opération, qui durera initialement un an. On estime à €11,82 millions le coût d'une « phase préparatoire » de deux mois.

La nomination de Credendino montre clairement la nature de la mission. L'amiral italien a commandé l'opération Atalanta, intervention militaire de l'UE au large des côtes de la Somalie. Des navires de guerre des Etats de l'UE y pourchassent des pirates présumés. Ils attaquent non seulement les bateaux, mais encore des camps de pirates présumés à terre.

Bien qu'initialement seule la première phase devait être mise en œuvre, il est clair que l'UE se prépare à une action beaucoup plus vaste. Selon le communiqué de presse, l'opération « s'attaquera aux causes profondes de la migration irrégulière, comme requis par le Conseil européen le 23 avril 2015. »

Les dirigeants de l'UE avaient alors adopté l'infâme « Plan en dix points pour les migrations » après une série de terribles catastrophes ayant fait plus de deux-mille morts en Méditerranée. (Voir: [Après son sommet extraordinaire, l'UE renforce ses opérations policières et militaires contre les réfugiés](#)) Ce plan comprend des opérations policières et militaires renforcées contre les réfugiés et jette les bases d'une intervention militaire massive en Afrique.

Depuis, ces plans ont encore avancé. *Spiegel Online* avait évoqué avant la réunion du 18 mai un avant-projet de la Haute Représentante de l'UE, Federica Mogherini: « Ce que Mogherini a préparé sur six pages, n'est rien moins que le possible lancement d'une nouvelle mission militaire de l'UE. » Ce projet s'appuie sur le Chapitre 7 de la Charte des Nations unies, qui autorise le recours à la force militaire.

Le document de Mogherini suggère un vaste plan d'attaque. Il déclare que « Le mandat devrait expressément permettre des opérations dans les eaux et sur le territoire libyens pour y détruire l'infrastructure des contrebandiers ». Les risques provenant des armes possédées par les

milices libyennes, dont des systèmes de défense aérienne et des missiles sol-air doivent être contrés par une martiale opération intitulée « Force de protection » préparée à un « environnement hostile ».

Les plans de l'UE sont aussi révélateurs qu'ils sont criminels. Les élites européennes et leurs sbires dans les médias grand public ne parlent bien sûr jamais du fait que le chaos libyen et l'immense catastrophe des réfugiés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont le résultat direct de la politique occidentale. Les guerres menées et soutenues par les Etats-Unis et les États européens – comme le bombardement de la Libye par l'OTAN en 2011 et l'armement des milices islamistes pour renverser Kadhafi – ont détruit toute une région et transformé des millions de personnes en réfugiés.

Les puissances impérialistes se servent à présent de cette catastrophe pour préparer une intervention militaire de plus derrière le dos de la population.

Le week-end dernier, le tabloïd *Bild am Sonntag* a publié une « interview exclusive » avec le capitaine Alexander Gottschalk à bord de la frégate allemande *Hessen*, au large des côtes libyennes. Ce journal a bien essayé de présenter l'opération navale comme une mission « humanitaire » pour sauver des réfugiés enfants, mais il est clair que la destruction des bateaux de réfugiés a déjà commencé.

Interrogé sur ce qu'il adviendra des bateaux après que les réfugiés seront secourus, le capitaine a répondu: « Nous devons détruire les bateaux parce qu'ils sont un danger maritime pour les autres bateaux en haute mer. D'autre part, nous pourrions prendre à tort, vu d'en haut, un bateau vide pour un bateau en détresse et aller à sa rescousse. Cela peut coûter un temps précieux perdu pour sauver des bateaux occupés. Par conséquent, nous dégonflons les canots pneumatiques et y mettons le feu. Nous coulons également les bateaux en bois, plus rares ».

Même *Die Zeit*, qui publie semaine après semaine de la propagande de guerre, a fait remarquer sous le titre « Frégate allemande avec permis de couler » que l'utilisation de l'armée pour détruire les bateaux de passeurs était « controversée ».

Outre les questions juridiques, on ne savait pas « non plus comment les bateaux devaient être détectés. Les pouvoirs d'action militaire n'étaient pas encore clairement définis, étant donné qu'on attendait, entre autre, de connaître l'attitude du Conseil de sécurité des Nations unies. »

En langage clair: sans mandat de l'ONU, cette opération constitue une violation du droit international. Elle est encore moins couverte juridiquement que l'attaque criminelle de l'OTAN contre la Libye il y a quatre ans!

L'Allemagne est malgré tout à la tête de l'intervention aujourd'hui, contrairement à son hésitation à intervenir de l'époque. Le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier (SPD, Parti social-démocrate) a déclaré à Bruxelles que la mission pouvait commencer rapidement et qu'il y avait consensus au sein de l'UE. En même temps, M. Steinmeier, qui a exigé à plusieurs reprises un rôle plus important pour l'Allemagne dans le monde, a averti qu'une action militaire seule ne changerait pas la situation.

Ce qu'envisagent Steinmeier et l'élite allemande est un engagement beaucoup plus large de l'UE en Afrique. Même avant la réunion en avril des ministres des Affaires étrangères de l'UE, il avait déclaré à la presse: « Je pense que nous devons comprendre que nous sommes confrontés à une tâche ardue ... Nous savons que la pression migratoire ne reculera pas tant qu'il y aura l'instabilité en Afrique du Nord et donc, ce à quoi nous devons faire attention et qui ne sera pas résolu à court terme, ce sont les voies de transit et les pays d'origine, et le pays de transit le plus important est à l'heure actuelle la Libye, un pays qui se désagrègera si nous n'interrompons et n'inversons pas le processus ».

Lundi dernier, lors d'une conférence de presse conjointe avec la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen (CDU, Union chrétienne-démocrate), il a appelé à « porter au pouvoir un gouvernement d'union nationale » dans ce pays riche en ressources.

Un article de perspective du WSWS, «[La crise des réfugiés et la nouvelle 'ruée vers l'Afrique'](#) », expliquait récemment quels étaient les objectifs réels de Bruxelles et Berlin.

Pour comprendre ceux-ci, il suffisait de regarder les « Principes directeurs pour l'Afrique », adoptés par le gouvernement allemand au printemps de 2014. « Le document parle de la 'pertinence croissante de l'Afrique pour l'Allemagne et l'Europe', qui découle en partie de la croissance de l'économie et des 'riches ressources naturelles' du continent, » écrivions-nous. « La déclaration appelle le gouvernement allemand à agir 'tôt, vite, de manière décisive et substantielle' et à 'utiliser la panoplie complète des ressources dont il dispose' ».

Johannes Stern

Copyright © 2015 Global Research